

«On se sent abandonnés»

TRESOR PUBLIC

Le 11 juin, la direction départementale des Finances publiques a annoncé des changements à venir au sein du Trésor public. Quelques jours plus tard, les premières actions se sont mises en place (voir Gazette n°394). Lors du dernier conseil communautaire du 1er juillet, à l'invitation du président Loïc Leroux de Bretagne, Alain Chanterau, directeur régional des finances publiques et Claude Brechard, directeur du pôle des gestions publiques, ont expliqué aux élus et au public présent leur décision. «Actuellement, la personne travaillant à L'Isle accueille le public cinq demi-journées par semaine, le matin, précise Claude Brechard après la rencontre.

Elle s'occupe de l'accueil du public, qui est une première mission, mais aussi réalise ce qu'on appelle le back-office, des opérations concernant le contrôle de la gestion et les dépenses des collectivités. Ces missions ne sont pas visibles pour le public. La personne à l'accueil doit en permanence jongler entre ces deux missions, ce qui n'est pas satisfaisant à nos yeux aujourd'hui.»

Les finances publiques ont donc décidé d'ouvrir le site deux demi-journées par semaine et trois en périodes de déclarations : «L'agent s'occupera uniquement de l'accueil du public. Le reste du temps,



Lors de la prise de parole d'Alain Chanterau le 1er juillet.

il gèrera le back-office. Le temps de travail sera le même et aucun emploi n'est supprimé.»

Une situation qui alarme les élus de L'Isle-en-Dodon et en premier lieu Loïc Leroux de Bretagne, président de la communauté de communes : «Cette décision remet en cause le service de proximité de l'Etat en milieu rural. Nous nous sentons abandonnés. On réduit l'ouverture et cela va se terminer par une fermeture. Nous ne voulons pas que nos concitoyens, pour beaucoup une population vieillissante, parcourent 23km aller pour se rendre au trésor public ! Nous sommes donc réunis pour dire non.»

Pour Boris Beaudoin, de la section CGT, «il était important de discuter mais nous n'avons pas eu de réponses satisfaisantes. Il faut sauver la trésorerie et lutter pour qu'en plus de la personne actuelle, le poste vacant à L'Isle soit pourvu. À Toulouse sur 40 salariés, quatre postes sont

vacants. Ici, c'est un surdeux...» «Nous nous adaptons aux moyens que nous avons, répond M. Brécharad. il y a des postes vacants dans de nombreux sites. Nous privilégions les sites où il y a de gros besoins comme Carbonne ou Murret. Je peux comprendre les inquiétudes des élus mais nous faisons au mieux avec les ressources que nous avons et nous ne nous désengageons pas.»

Pas convaincus par la prise de parole et les échanges qui ont duré près d'une heure trente, élus et syndicats poursuivront les actions le 11 juillet à 11h à L'Isle pour défendre «la trésorerie, mais aussi tous les services publics.» Des courriers vont être adressés aux conseillers départementaux et représentants commingeois afin de les alerter et de recevoir leur soutien. Sans oublier la pétition qui circule dans toutes les communes de la communauté.